

**de l'impôt espagnol sur les revenus visés aux articles 10 et 11
de la convention entre l'Espagne et la France du 10 octobre 1995**

EXEMPLAIRE N° 1
POUR L'ADMINISTRATION
FRANÇAISE

Nom(s) et prénoms⁽¹⁾ ou raison sociale du propriétaire⁽²⁾ de l'usufruitier⁽²⁾ des titres.....

Adresse complète

Le soussigné certifie que le propriétaire⁽²⁾ l'usufruitier⁽²⁾ des titres désignés ci-dessous :

- a la qualité de résident de France au sens de la convention fiscale franco-espagnole,

- ne possède pas en Espagne d'établissement stable auquel se rattache effectivement la participation ou la créance génératrice des revenus mentionnés ci-dessous,

et demande la réduction de l'impôt espagnol afférent aux revenus dont il s'agit des titres émis par⁽³⁾.....

Nature des titres ⁽⁴⁾	Date d'acquisition	Nombre de titres	N° de série des titres	N° de série ou date d'échéance des coupons ⁽⁵⁾	Nombre de coupons	Valeur unitaire du coupon en euros ⁽⁵⁾	Montant total (col. F x col. G)
A	B	C	D	E	F	G	H
					Nombre total de coupons	Nombre total en euros	
Impôt à déduire % ⁽⁶⁾							
Dividende net ou intérêt net							

Nom, qualité et adresse du représentant

.....
.....
.....

Fait à le

Signature du propriétaire⁽²⁾ usufruitier⁽²⁾ ou de son représentant⁽²⁾

(1) Souligner le(s) nom(s).

(2) Rayer toutes les mentions inutiles.

(3) Nom et domicile de la collectivité ou société émettrice résidente d'Espagne (ou débitrice des intérêts).

(4) Lorsqu'il s'agit d'intérêts de prêts qui ne sont pas représentés par des obligations, indiquer ce fait dans la colonne A. Dans la colonne B, indiquer la date à laquelle le prêt a été contracté, et dans la colonne H le montant des intérêts pour lesquels la réduction de l'impôt est demandée. Ne rien inscrire dans les autres colonnes.

(5) Lorsque les actions ne comportent pas de coupons y attachés, indiquer dans la colonne E la date de mise en paiement des dividendes et dans la colonne G le montant du dividende par action.

(6) Indiquer le pourcentage conventionnel et le montant de l'impôt espagnol retenu à la source conformément aux articles 10 et 11 paragraphe 2 de la convention.

ATTESTATION DE L'ADMINISTRATION FISCALE FRANÇAISE

Les autorités fiscales françaises certifient, au vu de la demande formulée ci-avant, qu'à leur connaissance :

M. désigné ci-dessus,

la société désignée ci-dessus,

a la qualité de résident de France au sens de la convention Franco-espagnole.

Cachet

Fait à le

Bureau ou service

Signature

NOTICE EXPLICATIVE

La convention fiscale signée le 10 octobre 1995 entre l'Espagne et la France précise en son article 10 que le terme «dividendes» désigne les produits des actions, des actions ou bons de jouissance, des parts de mines, des parts de fondateurs ou autres droits, à l'exception des produits de créance (ne sont pas considérés comme tels les produits de bons de participations aux bénéfices) qui permettent de participer aux bénéfices, ainsi que les produits d'autres parts sociales assimilés aux revenus des actions par la législation fiscale de l'Etat dans lequel réside la société qui les distribue.

Ces produits sont actuellement soumis en Espagne à l'impôt par précompte et aux impôts sur le revenu des personnes physiques ou sur les sociétés, selon le cas. En vertu de l'article 10 paragraphe 2 de la convention, l'Espagne limite à 15 % le taux du prélèvement applicable, ce taux étant ramené à 0 % lorsque le bénéficiaire est une société (à l'exclusion des sociétés de personnes) qui dispose directement d'au moins 10 % du capital de la société distributrice.

L'article 11 de la convention vise les intérêts et désigne sous ce terme les revenus des fonds publics, des bons ou obligations, assortis ou non des garanties hypothécaires et d'une clause de participation aux bénéfices, et des créances de toute nature, ainsi que tous autres revenus que la législation fiscale de l'Etat d'où proviennent les intérêts assimile aux revenus des sommes donnés en prêts. Les intérêts sont également soumis en Espagne à l'impôt par précompte et aux impôts sur le revenu des personnes physiques ou sur les sociétés, selon le cas. En vertu de l'article 11, paragraphe 2 de la convention, l'Espagne limite cette imposition à 10 %.

Les résidents de France qui doivent percevoir des dividendes et intérêts de source espagnole pourront demander aux autorités fiscales espagnoles l'application du taux réduit de l'impôt espagnol, conformément aux articles 10 et 11 paragraphe 2 de la convention au moyen du présent formulaire (composé de quatre exemplaires, deux en espagnol et deux en français).

Le service des impôts français dont relève le bénéficiaire au plan des impôts sur le revenu et sur la fortune, délivrera l'attestation figurant au présent formulaire ; le bénéficiaire (ou son représentant le cas échéant) devra remettre les deux exemplaires en langue espagnole à la personne ou société résidente d'Espagne, débitrice desdits revenus. Cette personne ou société joindra un de ces exemplaires à la déclaration qu'elle doit règlementairement présenter à la Délégation du Ministère des Finances compétente (n° 3). Le second exemplaire en langue espagnole (n° 4) sera conservé, à titre de preuve, par la personne ou société débitrice résidente d'Espagne.

Un exemplaire du questionnaire en langue française sera conservé par le bénéficiaire des dividendes ou intérêts (n° 2) et l'autre est destiné à l'Administration fiscale française (n° 1) à toutes fins utiles.

**de l'impôt espagnol sur les revenus visés aux articles 10 et 11
de la convention entre l'Espagne et la France du 10 octobre 1995**

EXEMPLAIRE N° 2
POUR LE
BÉNÉFICIAIRE

Nom(s) et prénoms⁽¹⁾ ou raison sociale du propriétaire⁽²⁾ de l'usufruitier⁽²⁾ des titres.....

Adresse complète

Le soussigné certifie que le propriétaire⁽²⁾ l'usufruitier⁽²⁾ des titres désignés ci-dessous :

- a la qualité de résident de France au sens de la convention fiscale franco-espagnole,
- ne possède pas en Espagne d'établissement stable auquel se rattache effectivement la participation ou la créance génératrice des revenus mentionnés ci-dessous,

et demande la réduction de l'impôt espagnol afférent aux revenus dont il s'agit des titres émis par⁽³⁾.....

Nature des titres ⁽⁴⁾	Date d'acquisition	Nombre de titres	N° de série des titres	N° de série ou date d'échéance des coupons ⁽⁵⁾	Nombre de coupons	Valeur unitaire du coupon en euros ⁽⁵⁾	Montant total (col. F x col. G)
A	B	C	D	E	F	G	H
					Nombre total de coupons	Nombre total en euros	
					Impôt à déduire % ⁽⁶⁾		
					Dividende net ou intérêt net		

Nom, qualité et adresse du représentant

.....
.....
.....

Fait à le

Signature du propriétaire⁽²⁾ usufruitier⁽²⁾ ou de son représentant⁽²⁾

(1) Souligner le(s) nom(s).

(2) Rayer toutes les mentions inutiles.

(3) Nom et domicile de la collectivité ou société émettrice résidente d'Espagne (ou débitrice des intérêts).

(4) Lorsqu'il s'agit d'intérêts de prêts qui ne sont pas représentés par des obligations, indiquer ce fait dans la colonne A. Dans la colonne B, indiquer la date à laquelle le prêt a été contracté, et dans la colonne H le montant des intérêts pour lesquels la réduction de l'impôt est demandée. Ne rien inscrire dans les autres colonnes.

(5) Lorsque les actions ne comportent pas de coupons y attachés, indiquer dans la colonne E la date de mise en paiement des dividendes et dans la colonne G le montant du dividende par action.

(6) Indiquer le pourcentage conventionnel et le montant de l'impôt espagnol retenu à la source conformément aux articles 10 et 11 paragraphe 2 de la convention.

ATTESTATION DE L'ADMINISTRATION FISCALE FRANÇAISE

Les autorités fiscales françaises certifient, au vu de la demande formulée ci-avant, qu'à leur connaissance :

M. désigné ci-dessus,

la société désignée ci-dessus,

a la qualité de résident de France au sens de la convention Franco-espagnole.

Cachet

Fait à le

Bureau ou service

Signature

NOTICE EXPLICATIVE

La convention fiscale signée le 10 octobre 1995 entre l'Espagne et la France précise en son article 10 que le terme «dividendes» désigne les produits des actions, des actions ou bons de jouissance, des parts de mines, des parts de fondateurs ou autres droits, à l'exception des produits de créance (ne sont pas considérés comme tels les produits de bons de participations aux bénéfices) qui permettent de participer aux bénéfices, ainsi que les produits d'autres parts sociales assimilés aux revenus des actions par la législation fiscale de l'Etat dans lequel réside la société qui les distribue.

Ces produits sont actuellement soumis en Espagne à l'impôt par précompte et aux impôts sur le revenu des personnes physiques ou sur les sociétés, selon le cas. En vertu de l'article 10 paragraphe 2 de la convention, l'Espagne limite à 15 % le taux du prélèvement applicable, ce taux étant ramené à 0 % lorsque le bénéficiaire est une société (à l'exclusion des sociétés de personnes) qui dispose directement d'au moins 10 % du capital de la société distributrice.

L'article 11 de la convention vise les intérêts et désigne sous ce terme les revenus des fonds publics, des bons ou obligations, assortis ou non des garanties hypothécaires et d'une clause de participation aux bénéfices, et des créances de toute nature, ainsi que tous autres revenus que la législation fiscale de l'Etat d'où proviennent les intérêts assimile aux revenus des sommes donnés en prêts. Les intérêts sont également soumis en Espagne à l'impôt par précompte et aux impôts sur le revenu des personnes physiques ou sur les sociétés, selon le cas. En vertu de l'article 11, paragraphe 2 de la convention, l'Espagne limite cette imposition à 10 %.

Les résidents de France qui doivent percevoir des dividendes et intérêts de source espagnole pourront demander aux autorités fiscales espagnoles l'application du taux réduit de l'impôt espagnol, conformément aux articles 10 et 11 paragraphe 2 de la convention au moyen du présent formulaire (composé de quatre exemplaires, deux en espagnol et deux en français).

Le service des impôts français dont relève le bénéficiaire au plan des impôts sur le revenu et sur la fortune, délivrera l'attestation figurant au présent formulaire ; le bénéficiaire (ou son représentant le cas échéant) devra remettre les deux exemplaires en langue espagnole à la personne ou société résidente d'Espagne, débitrice desdits revenus. Cette personne ou société joindra un de ces exemplaires à la déclaration qu'elle doit règlementairement présenter à la Délégation du Ministère des Finances compétente (n° 3). Le second exemplaire en langue espagnole (n° 4) sera conservé, à titre de preuve, par la personne ou société débitrice résidente d'Espagne.

Un exemplaire du questionnaire en langue française sera conservé par le bénéficiaire des dividendes ou intérêts (n° 2) et l'autre est destiné à l'Administration fiscale française (n° 1) à toutes fins utiles.

**del impuesto español sobre las rentas comprendidas en los artículos 10 y 11
del Convenio entre España y Francia de 10 de Octubre de 1995**

EJEMPLAR 3 PARA
LA ADMINISTRACIÓN
ESPAÑOLA

Nombre y apellidos⁽¹⁾ o razón social del propietario⁽²⁾ usufructuario⁽²⁾ de los títulos

Dirección completa

El que suscribe certifica que el propietario⁽²⁾ usufructuario⁽²⁾ de los títulos designados a continuación :

- Tiene la cualidad de residente de Francia en el sentido del Convenio fiscal hispano-francés,
- No posee en España establecimiento permanente al cual esté vinculado efectivamente la participación o el crédito generadores de las rentas de que se trata, y pide la reducción del impuesto español correspondiente a las rentas que se enumeran a continuación de los títulos emitidos por⁽³⁾

Naturaleza de los títulos ⁽⁴⁾	Fecha de adquisición	Número de títulos	Nº de serie de las títulos	Nº de serie o fecha de vencimiento de los cupones ⁽⁵⁾	Número de cupones	Valor unitario del cupón en euros ⁽⁵⁾	Valor total (col. F por col. G)
A	B	C	D	E	F	G	H
					Total de cupones		Total en euros
					Impuesto a deducir..... por 100 ⁽⁶⁾		
					Dividendo neto o interés neto.....		

Nombre, cualidad y dirección del representante

.....
.....
.....

Hecho en el

Firma del propietario⁽²⁾ usufructuario⁽²⁾ o de su representante⁽²⁾

(1) Subrayar el apellido o apellidos.

(2) Tachar todas las indicaciones inútiles.

(3) Nombre y domicilio de la colectividad o Sociedad emisora residente de España (o deudor de los intereses).

(4) Cuando se trate de intereses de préstamos, no representados estos últimos por obligaciones, se indicará esta circunstancia en la columna A. En la columna B se indicará la fecha en que se contrató el préstamo, y en la columna H, el importe de los intereses para los cuales se pide la reducción del impuesto. Las restantes columnas se dejarán en blanco.

(5) Si las acciones no llevan cupones, se indicará en la columna E la fecha de puesta en pago de los dividendos, y en la columna G, el importe de este dividendo por acción.

(6) Consignar el % convencional y el importe del impuesto español que se retiene en la fuente conforme a los artículos 10 y 11, párrafo 2, del Convenio.

CERTIFICACION DE LA ADMINISTRACION FISCAL FRANCESA

Las autoridades fiscales francesas, vista la petición formulada en la página anterior, certifican que, en cuanto les es posible conocer, Don
anteriormente mencionado. La sociedad
anteriormente mencionada es residente de Francia en el sentido del Convenio fiscal hispano-francés.

Sello

Hecha en de

Oficina u organismo

Firma

INFORMACION

El Convenio fiscal firmado el 10 de octubre de 1995 entre España y Francia (artº 10) establece que el término dividendos comprende los rendimientos de las acciones, de las acciones o bonos de disfrute, de las partes de minas, de las acciones de fundador o de otros derechos, excepto los de crédito, (no incluyéndose como tales los rendimientos de los bonos de participación en beneficios) que permitan participar en los beneficios, así como las rentas de otras participaciones sociales asimiladas a los rendimientos de las acciones por la legislación fiscal del Estado en que resida la sociedad que los distribuye.

Estas rentas están actualmente gravadas en España por el impuesto a cuenta y por los impuestos sobre la renta de las personas físicas y sobre sociedades, según los casos. En virtud del artículo 10, párrafo 2, del Convenio, España limita al 15 por 100 el impuesto, quedando rebajado al 0 por 100 cuando el beneficiario sea una sociedad (excluidas las sociedades de personas) que posea directamente al menos el 10 por 100 del capital de la sociedad que los abona.

El artículo 11 del Convenio se refiere a los intereses y comprende bajo esta denominación los rendimientos de la deuda pública, de los bonos o obligaciones, con o sin garantía hipotecaria y con derecho o no a participar en beneficios y de los créditos de cualquier clase, así como cualquier otra renta que la legislación fiscal del Estado de donde procedan los intereses asimile a los rendimientos de las cantidades dadas a préstamo. Los intereses también están gravados en España por el impuesto a cuenta y por los impuestos sobre la renta de las personas físicas y sobre sociedades, según los casos. En virtud del artículo 11, párrafo 2, del Convenio, España limita esta imposición al 10 por 100.

Los residentes de Francia que hayan de percibir dividendos e intereses de fuente española podrán pedir a las autoridades fiscales de España la aplicación del impuesto limitado conforme a los arts. 10 y 11, párrafo 2, del Convenio, para lo cual deberán cumplimentar este cuestionario (formado por cuatro ejemplares, dos en español y dos en francés).

La Oficina fiscal de Francia que es competente para someter al beneficiario a los impuestos sobre la renta y sobre el patrimonio, expedirá la certificación que figura en este formulario ; y dicho beneficiario (o su representante, según los casos), remitirá los dos ejemplares en idioma español a la persona o entidad residente de España deudora de dichas rentas. Esta persona o entidad acompañará uno de los ejemplares a la declaración-liquidación que reglamentariamente debe presentar en la Delegación de Hacienda correspondiente, (Nº 3). El segundo ejemplar en idioma español (Nº 4) será conservado para constancia por la persona o entidad deudora residente de España.

Un ejemplar del cuestionario en idioma francés quedará en poder del beneficiario de los dividendos e intereses (Nº 2) y el otro será para la Administración fiscal de Francia (Nº 1) a los correspondientes efectos.

del impuesto español sobre las rentas comprendidas en los artículos 10 y 11
del Convenio entre España y Francia de 10 de Octubre de 1995

EJEMPLAR 4 PARA
EL DEUDOR

Nombre y apellidos⁽¹⁾ o razón social del propietario⁽²⁾ usufructuario⁽²⁾ de los títulos

Dirección completa

El que suscribe certifica que el propietario⁽²⁾ usufructuario⁽²⁾ de los títulos designados a continuación :

- Tiene la cualidad de residente de Francia en el sentido del Convenio fiscal hispano-francés,
- No posee en España establecimiento permanente al cual esté vinculado efectivamente la participación o el crédito generadores de las rentas de que se trata, y pide la reducción del impuesto español correspondiente a las rentas que se enumeran a continuación de los títulos emitidos por⁽³⁾

Naturaleza de los títulos ⁽⁴⁾	Fecha de adquisición	Número de títulos	Nº de serie de las títulos	Nº de serie o fecha de vencimiento de los cupones ⁽⁵⁾	Número de cupones	Valor unitario del cupón en euros ⁽⁶⁾	Valor total (col. F por col. G)
A	B	C	D	E	F	G	H
					Total de cupones		Total en euros
					Impuesto a deducir..... por 100 ⁽⁶⁾		
					Dividendo neto o interés neto.....		

Nombre, cualidad y dirección del representante

.....
.....
.....

Hecho en el

Firma del propietario⁽²⁾ usufructuario⁽²⁾ o de su representante⁽²⁾

(1) Subrayar el apellido o apellidos.

(2) Tachar todas las indicaciones inútiles.

(3) Nombre y domicilio de la colectividad o Sociedad emisora residente de España (o deudor de los intereses).

(4) Cuando se trate de intereses de préstamos, no representados estos últimos por obligaciones, se indicará esta circunstancia en la columna A. En la columna B se indicará la fecha en que se contrató el préstamo, y en la columna H, el importe de los intereses para los cuales se pide la reducción del impuesto. Las restantes columnas se dejarán en blanco.

(5) Si las acciones no llevan cupones, se indicará en la columna E la fecha de puesta en pago de los dividendos, y en la columna G, el importe de este dividendo por acción.

(6) Consignar el % convencional y el importe del impuesto español que se retiene en la fuente conforme a los artículos 10 y 11, párrafo 2, del Convenio.

CERTIFICACION DE LA ADMINSTRACION FISCAL FRANCESA

Las autoridades fiscales francesas, vista la petición formulada en la página anterior, certifican que, en cuanto les es posible conocer, Don
anteriormente mencionado. La sociedad
anteriormente mencionada es residente de Francia en el sentido del Convenio fiscal hispano-francés.

Sello

Hecha en de

Oficina u organismo

Firma

INFORMACION

El Convenio fiscal firmado el 10 de octubre de 1995 entre España y Francia (artº 10) establece que el término dividendos comprende los rendimientos de las acciones, de las acciones o bonos de disfrute, de las partes de minas, de las acciones de fundador o de otros derechos, excepto los de crédito, (no incluyéndose como tales los rendimientos de los bonos de participación en beneficios) que permitan participar en los beneficios, así como las rentas de otras participaciones sociales asimiladas a los rendimientos de las acciones por la legislación fiscal des Estado en que resida la sociedad que los distribuye.

Estas rentas están actualmente gravadas en España por el Impuesto a cuenta y por los Impuestos sobre la renta de las personas físicas y sobre sociedades, según los casos. En virtud del artículo 10, párrafo 2, del Convenio, España limita al 15 por 100 el Impuesto, quedando rebajado al 0 por 100 cuando el beneficiario sea una sociedad (excluidas las sociedades de personas) que posea directamente al menos el 10 por 100 del capital de la sociedad que los abona.

El artículo 11 del Convenio se refiere a los intereses y comprende bajo esta denominación los rendimientos de la deuda pública, de los bonos o obligaciones, con o sin garantía hipotecaria y con derecho o no a participar en beneficios y de los créditos de cualquier clase, así como cualquier otra renta que la legislación fiscal del Estado de donde procedan los intereses asimile a los rendimientos de las cantidades dadas a préstamo. Los intereses también están gravados en España por el Impuesto a cuenta y por los Impuestos sobre la renta de las personas físicas y sobre sociedades, según los casos. En virtud del artículo 11, párrafo 2, del Convenio, España limita esta imposición al 10 por 100.

Los residentes de Francia que hayan de percibir dividendos e intereses de fuente española podrán pedir a las autoridades fiscales de España la aplicación del impuesto limitado conforme a los arts. 10 y 11, párrafo 2, del Convenio, para lo cual deberán cumplimentar este cuestionario (formado por cuatro ejemplares, dos en español y dos en francés).

La Oficina fiscal de Francia que es competente para someter al beneficiario a los impuestos sobre la renta y sobre el patrimonio, expedirá la certificación que figura en este formulario ; y dicho beneficiario (o su representante, según los casos), remitirá los dos ejemplares en idioma español a la persona o entidad residente de España deudora de dichas rentas. Esta persona o entidad acompañará uno de los ejemplares a la declaración-liquidación que reglamentariamente debe presentar en la Delegación de Hacienda correspondiente, (Nº 3). El segundo ejemplar en idioma español (Nº 4) será conservado para constancia por la persona o entidad deudora residente de España.

Un ejemplar del cuestionario en idioma francés quedará en poder del beneficiario de los dividendos e intereses (Nº 2) y el otro será para la Administración fiscal de Francia (Nº 1) a los correspondientes efectos.